

Incorruptibles : ces démocraties à la scandinave devenues si désirables le sont-elles tant que ça ?



La période comprise entre 1950 et 1975 a largement contribué au développement d'une légende nordique, mettant l'accent sur le succès du modèle politique, économique et social des pays scandinaves.

Avec Michel
Hastings

Atlantico : Economie, couverture sociale, performances scolaires, etc. : les pays scandinaves affichent de très bons résultats dans la plupart de ces domaines. D'ailleurs, la Norvège a été classée comme le pays où les citoyens se disent être les plus heureux du monde, selon une étude de l'Onu parue cette semaine. Pourtant, ces mêmes pays affichent des résultats beaucoup moins glorieux en matière de suicide (un taux estimé à 28,9% pour la Finlande et 16% pour le Danemark selon une étude menée par des chercheurs américains et britanniques : "*Dark Contrasts : The paradox of high rates of suicide in happy places*") ou de violences conjugales (le Danemark, la Finlande et la Suède sont dans le peloton de tête des pays où les femmes subissent le plus de violences physiques et sexuelles de la part de leurs conjoints selon les données de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne) . Comment expliquer ce paradoxe caractéristique des démocraties scandinaves ?

Michel Hastings : Il faut d'abord noter que le paradoxe des pays nordiques a été dénoncé depuis déjà longtemps dans l'ouvrage de Roland Huntford, *Le nouveau totalitarisme. Le modèle suédois, au début des années 1970*. Il était montré que derrière la vitrine scandinave (protection sociale, réussites du modèle scolaire, démocratie de compromis, confiance des citoyens dans leurs institutions) existaient une face plus sombre (un conformisme social très pesant, un contrôle administratif permanent, un taux d'alcoolisme et de violences domestiques important. Il suffit d'ailleurs de lire les romans policiers nordiques contemporains (Mankell, Indridasson, etc.) pour saisir cet autre visage des pays nordiques.

Les raisons de ce paradoxe sont nombreuses et renvoient bien souvent à **la manière dont sont produites les données sociologiques**. Concernant par exemple le suicide: il faut dire, premièrement, que **le taux de suicide n'est pas systématiquement corrélé à l'état du bonheur dans une société donnée**. La Grèce a aujourd'hui un taux de suicide très faible alors que sa population souffre une austérité chronique. On peut vivre dans des pays où les conditions socio-économiques sont bonnes et connaître de forts taux de suicide. Pour comprendre ce paradoxe, il faut regarder de plus près les chiffres, et voir quels sont les segments de la société qui sont le plus affectés dans les pays riches par le suicide. Ce sont notamment **les populations rurales**, et plus précisément les petits paysans qui n'ont pas pu ou su prendre le train de la modernisation. C'est le cas notamment de **la petite paysannerie finlandaise**, historiquement importante, mais qui connaît de grandes difficultés aujourd'hui face à la concurrence mondialisée. L'autre population "suicidaire" est **la jeunesse** qui connaît aujourd'hui, dans ces pays, un mal de vivre chronique et qui

cherche dans les "expériences à risque" une sorte d'exutoire au poids du contrôle social. Deuxièmement, il ne faut pas tomber dans la généralité. **Seule la Finlande a un taux de suicide supérieur à la moyenne européenne.** Les autres pays nordiques se situent dans la moyenne sans connaître de tendances inflationnistes. A l'exception de la Finlande donc, tous les pays nordiques ont un taux de suicide inférieur à celui de la France.

Concernant les violences conjugales, les taux importants ne sont pas dus à d'éventuels comportements plus violents des Nordiques, mais à **une administration de l'enregistrement des violences particulièrement efficace.** Cela fait près de 50 ans, par exemple, que les femmes disposent de structures associatives et administratives qui reçoivent leurs plaintes, et les traitent de manière rapide et plus efficace qu'ailleurs. Les sociétés scandinaves se sont préoccupées plus tôt de lever le silence et le refoulement des violences par les victimes. Donc, nous ne sommes pas en présence d'une "société sauvage" mais d'**une société dont la quête de transparence des données sociales permet de mieux connaître et rendre visibles les déviances.**

Malgré le paradoxe précédemment explicité, les pays nordiques jouissent d'une image extrêmement positive, participant au mythe des démocraties scandinaves que tout le monde envierait. De quelle manière ce mythe s'est-il constitué, véhiculé et pérennisé ?

Pour faire simple, disons que **le mythe d'une exception nordique est ancien** (de nombreux récits de voyages commentent dès le XVIIIème siècle des singularités étonnantes aux yeux des contemporains: la tolérance religieuse, la démocratie participative dans les villages, un statut de la femme plus émancipateur qu'ailleurs). Mais ce seront **les années 1950 à 1975 qui vont surtout voir se développer une légende nordique fondée sur un certain nombre d'éléments précis:** la domination très longue (notamment en Suède) des **gouvernements sociaux-démocrates**, neutralisant toute radicalité à gauche et profitant de son hégémonie pour mener un important travail de réformes sociales protégeant les salariés et donnant à tous des droits sociaux novateurs pour l'époque. Ces modèles politiques dits de troisième voie, qui favorisaient le dialogue social, étaient alors inédits.

D'autres éléments "curieux" ont été mis en lumière: **l'importance de l'éthique dans ces sociétés luthériennes** où l'homme politique (mais aussi tout individu) est soumis en permanence à un impératif de modestie et de transparence (un Premier ministre se déplace en vélo dans la capitale, un ministre a dû démissionner pour avoir acheté en urgence des couches pour son bébé avec la carte bleue de son ministère). Cette culture du refus de l'ostentation génère une confiance plus grande des citoyens envers leurs institutions, en limitant les écarts sociaux entre élites et société. Régulièrement, des délégations vont dans ces pays pour visiter une "institution qui marche" et essayer de s'inspirer des mesures prises: prisons, écoles, prostitution.

Quel rapport entretiennent les pays nordiques avec leur propre histoire, et tout particulièrement leur histoire contemporaine ? Dans quelle mesure ce rapport peut-il participer au paradoxe précédemment mis en avant ?

Comme tous les pays, les pays nordiques ont connu **un travail de refoulement de périodes sombres de leur histoire.** Deux exemples: pendant la Seconde Guerre mondiale, et malgré sa politique de neutralité, **la Suède a menée une forme de collaboration idéologique avec les totalitarismes soviétique et nazi:** la Suède fut le premier pays à reconnaître l'annexion des pays baltes par la Russie de Staline, et multiplia pendant quatre ans les lois raciales et antisémites sur son territoire. L'autre exemple est **la Finlande où la terrible guerre civile entre les Rouges et les Blancs en 1918 cliva la société de manière très profonde** au point de la diviser sur ses rapports à l'URSS.

Ces deux exemples de traumatisme historique ont été longtemps enfouis dans un "trou de mémoire" collectif. Ce n'est qu'à partir des années 1980 qu'une nouvelle historiographie a levé le voile et a permis d'entreprendre un travail de connaissance de ce passé. C'est ainsi que les Suédois ont appris que leur pays avait entrepris une politique secrète de stérilisation forcée des handicapés mentaux de 1945 au milieu des années 1970 !

Ces révélations ont contribué à **désenchanter le rapport des citoyens nordiques au modèle moral et politique auquel ils croyaient appartenir.** Le consensus et le compromis politique, qui étaient la marque de fabrique des rapports politiques, a reculé au profit d'une polarisation plus grande et d'un espace public plus critique qu'auparavant.

Autre élément caractéristique du paradoxe des démocraties scandinaves : le significative poussée des partis d'extrême droite depuis plusieurs années. Quels sont les ressorts de cette progression ? Comment l'interpréter ?

L'implantation de l'extrême droite dans les pays nordiques n'est pas récente, notamment au Danemark et en Norvège. Elle est apparue au **début des années 1980** et était portée par une idéologie anti-fiscaliste dénonçant le poids des impôts et la lourdeur de l'Etat Providence. Cette extrême droite s'est ensuite recomposée autour de deux nouveaux enjeux : d'abord celui de **l'intégration européenne, qui est perçue comme une menace à l'identité nationale et à l'économie rurale** (c'est le cas en Finlande avec l'émergence du parti des Vrais Finlandais). Néanmoins c'est **la question de l'immigration** qui aujourd'hui constitue le ressort du succès de ces partis (21% pour le Parti du Peuple danois en 2015). Ces pays - la Suède est exemplaire - ont reçu proportionnellement à leur faible démographie un grand nombre de populations étrangères ces dernières années (immigrés, réfugiés, exilés) qui se sont concentrées dans certains quartiers de grandes villes. Dans ces sociétés nordiques longtemps culturellement et ethniquement homogènes, l'arrivée massive d'Irakiens, de Somaliens, suscita une vague d'inquiétudes identitaires que les partis dits populistes savent habilement entretenir.